



FAIRE PROGRESSER LES DROITS HUMAINS
DES PERSONNES LGBTI DANS LE MONDE

COMMENT LE CANADA PEUT DÉFENDRE ET PROMOUVOIR LES DROITS HUMAINS FONDAMENTAUX DES PERSONNES LGBTI DANS LE MONDE

Depuis quelques années, des progrès considérables s'observent dans plusieurs pays, vers la réalisation des droits humains fondamentaux des personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenre ou intersexes (LGBTI) – qu'il s'agisse de la décriminalisation de notre sexualité, de notre protection contre la discrimination ou de la reconnaissance de nos relations et de nos familles.

En dépit de gains importants sur certains fronts, la reconnaissance et la protection des droits demeurent inégales. Les personnes trans sont particulièrement vulnérables et souvent privées de protection juridique adéquate; et les droits des personnes intersexes font rarement l'objet de discussions. La violence sexospécifique demeure une réalité pour plusieurs femmes LGBTI, notamment la violence fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité/expression de genre réelle ou perçue. Des facteurs comme la classe sociale, la race, l'origine ethnique, l'invalidité, le statut VIH, le statut de migrant, l'usage de drogue, l'incarcération et le travail du sexe exacerbent souvent la vulnérabilité des personnes LGBTI à la discrimination, à la violence ou à d'autres violations de droits humains.

Malgré les progrès dans certains pays, un recul s'observe ailleurs, aux dépens des droits humains fondamentaux des personnes LGBTI. Ces développements troublants font souvent partie d'une tendance plus générale à enfreindre des droits humains, à prendre des communautés particulières comme boucs émissaires et à supprimer des libertés civiles à des fins politiques. Ces situations illustrent

trop souvent une culture de corruption et d'impunité pour un vaste éventail de violations de droits humains.

Plus de 80 pays ou territoires criminalisent l'expression, l'identité ou l'existence des personnes LGBTI par de lourdes peines d'emprisonnement (de plusieurs années ou à vie), voire la peine de mort dans quelques pays. Dans certains cas, même la défense des droits humains des personnes LGBTI est considérée comme un crime.

Des chefs politiques et religieux et d'autres leaders communautaires alimentent la haine à l'égard des personnes LGBTI, en prônant notamment l'extermination et la décapitation. Certains médias encouragent activement les poursuites à l'encontre des personnes LGBTI, leur emprisonnement et la violence meurtrière à leur égard. On note de nombreux cas de crimes haineux et de violence collective, y compris d'horribles agressions, des actes de torture, des « viols correctifs » et des meurtres de personnes LGBTI et de défenseurs des droits humains qui ont osé dénoncer publiquement les abus.

Le Secrétaire général de l'ONU, le Haut Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme et divers leaders mondiaux ont dénoncé ces violations des droits humains fondamentaux. Ils ont exhorté les pays à cesser cette persécution, à décriminaliser les personnes LGBTI et à les protéger contre la violence et les abus. À l'échelle mondiale, le Canada apporte de façon relativement constante un solide appui à la protection universelle des droits humains des personnes LGBTI. Mais de telles déclarations ne suffisent pas. Sans une réponse plus concertée et continue à la discrimina-

CONTEXTE DE L'INITIATIVE POUR LA DIGNITÉ

En mars 2014, motivés par un engagement à la solidarité internationale devant la flambée de nouvelles lois et d'actes de violence ciblant des personnes LGBTI, des dizaines d'organismes de la société civile de partout au Canada ont adressé une lettre ouverte au ministre fédéral des Affaires étrangères appuyant un plan d'action initial pour le Canada, afin que celui-ci joue un rôle actif et constructif dans la protection et la réalisation des droits humains fondamentaux des personnes LGBTI. En juin 2014, la Conférence internationale WorldPride sur les droits humains (à Toronto) a réuni des dizaines d'organismes et des centaines d'individus du Canada et d'autres pays, et a mis en relief le travail qu'il reste à faire pour assurer la réalisation entière des droits humains au Canada ainsi que la lutte incessante pour les droits humains fondamentaux des personnes LGBTI ailleurs dans le monde.

En 2015, dans le sillage de ces efforts, des organismes et des individus engagés ont formé un groupe de travail afin de lancer l'Initiative pour la dignité, dans le double objectif de renforcer le travail de solidarité des organismes canadiens de la société civile ainsi que l'engagement du Canada, dans ses politiques étrangères, à la réalisation des droits humains des personnes LGBTI à l'échelle internationale. Composé de représentants d'organismes de diverses parties du pays, le groupe de travail est engagé, dans la limite de ses ressources, à une approche collaborative nationale impliquant des organismes de chaque province et de chaque territoire dans la poursuite de ce double objectif.

tion enchâssée dans la loi et à la propagande haineuse, nous indiquons aux leaders politiques et religieux adoptant ces lois et promouvant cette violence qu'ils peuvent continuer d'agir ainsi en toute impunité. Le résultat prévisible est l'expansion de cette persécution et des violations de droits de la personne qui détruisent des vies, des familles et des communautés, et qui nuisent au respect des droits de tous les individus ainsi qu'au développement économique et à la contribution entière de tous les membres de la société au bien-être de leurs communautés et de leurs pays.

L'Initiative pour la dignité reconnaît l'universalité des droits humains et l'importance de l'intersection entre divers droits humains. Les personnes LGBTI se heurtent à un éventail de violations

de leurs droits humains, notamment les droits: à la vie; à la sécurité de la personne; à la vie privée; à la liberté d'expression, à l'association et à l'assemblée pacifique; à la protection: contre la discrimination; contre la fouille, l'arrestation et la détention arbitraires; contre la torture et d'autres traitements cruels, inhumains ou dégradants; et à la gamme complète des droits sociaux et économiques, comme le logement, l'emploi et le meilleur état de santé susceptible d'être atteint. Un ordre du jour visant à réaliser la dignité humaine fondamentale des personnes LGBTI reconnaît que ces personnes doivent non seulement être protégées contre la criminalisation, la violence et la discrimination liées à l'orientation sexuelle et à l'identité ou l'expression de genre, mais pouvoir également jouir de la gamme complète des

droits humains propres à tous les individus. Un tel ordre du jour situe la réalisation des droits humains des personnes LGBTI dans le contexte plus général de la santé et des droits sexuels et génésiques, de l'égalité raciale et des genres, de l'élimination de la pauvreté, et d'autres libertés et droits fondamentaux.

L'Initiative pour la dignité a été développée dans le cadre d'un processus ouvert de participation et de rétroaction de militants canadiens et internationaux pour les droits humains. Elle servira de ressource aux organismes canadiens pour défendre les droits humains des LGBTI à l'échelle internationale, et de guide pour obtenir des engagements et des actions du Canada à l'appui de ces droits dans le monde.

LE RÔLE DU CANADA DANS L'EXPORTATION DE L'HOMOPHOBIE

Malheureusement, certains organismes et individus canadiens se sont non seulement mobilisés contre les droits des personnes LGBTI au Canada, mais ont également promu la haine au-delà de nos frontières, notamment en encourageant le maintien ou l'adoption de loi anti-LGBTI dans d'autres pays. Une façon d'agir en solidarité avec les personnes LGBTI, dans le monde, est d'exposer et de dénoncer ces organismes et individus, au Canada.

ÉCLAIRÉE PAR DES VOIX MONDIALES

L'Initiative pour la dignité est d'avis que des efforts de solidarité internationale devraient être éclairés par l'implication de défenseurs des droits humains et d'organismes LGBTI locaux qui sont à l'avant-plan de la lutte dans leurs communautés, et par des discussions avec eux. Nos recommandations ont été élaborées en consultation avec de tels organismes et individus qui défendent les droits humains, et elles continueront d'être éclairées par leurs perspectives.

ORGANISMES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE APPUYANT CET APPEL À L'ACTION

Nous exhortons le Gouvernement du Canada à agir, individuellement et de concert avec des gouvernements ayant des visées similaires, pour défendre les droits humains fondamentaux des personnes LGBTI à travers le monde. En particulier, **nous exhortons le Canada à entreprendre les actions suivantes**, largement appuyées par la société civile canadienne et reflétant les demandes d'appui venues de militants LGBTI confrontés à l'hostilité, à la criminalisation, à la violence et à la discrimination, dans le monde :

 **JOINDRE** des militants LGBTI et des défenseurs des droits humains, dans les pays où ces droits sont niés ou violés, et participer activement à des initiatives régionales et mondiales pour amplifier les voix des militants LGBTI à travers le monde.

1. Parler publiquement en faveur des gouvernements qui entreprennent des actions positives à l'appui des droits humains des personnes LGBTI. Suivre les conseils de militants LGBTI locaux, à savoir quand et comment, le cas échéant, prendre position publiquement et/ou en privé contre l'adoption de lois anti-LGBTI et la violence et d'autres crimes haineux à l'endroit des personnes LGBTI.
2. Collaborer avec des juristes et des leaders religieux respectés, de même qu'avec d'autres défenseurs des droits humains et leaders communautaires, au Canada et dans des pays où les personnes LGBTI font l'objet de criminalisation, de discrimination et de violence, afin d'appuyer un vaste éventail de voix diversifiées défendant les droits humains des personnes LGBTI. Puisqu'il n'y a pas toujours de groupes locaux avec lesquels collaborer, il est important d'établir des contacts avec des organismes régionaux et des ONG internationaux qui sont déjà impliqués dans un pays donné, ou avec des missions diplomatiques de pays familiarisées avec la région.
3. Intervenir lorsque des défenseurs des droits humains sont détenus, notamment en incitant le personnel diplomatique à exprimer des objections et à surveiller les procès de défenseurs des droits humains et d'autres individus ciblés par des lois anti-LGBTI. Lorsque cela est considéré comme approprié par les militants LGBTI locaux, dénoncer publiquement les cas où des personnes LGBTI ou leurs alliés sont accusés en vertu de lois

discriminatoires criminalisant leur identité ou leur défense des droits humains. Le Canada devrait être sensible au fait que l'expression publique peut parfois causer plus de tort que de bien.

ACCROÎTRE LE FINANCEMENT

- à l'appui d'organismes du Canada et d'autres pays qui défendent et promeuvent les droits humains, notamment ceux des personnes LGBTI.
4. Renforcer la capacité d'organismes de défense des droits humains des LGBTI et des non-LGBTI à défendre les droits humains fondamentaux, y compris ceux des personnes LGBTI. Fournir du soutien pour accroître la capacité des avocats, du personnel d'application de la loi, des institutions nationales de droits humains et des systèmes judiciaires de respecter et de défendre les droits humains, y compris ceux des personnes LGBTI. Il pourrait s'agir par exemple de soutenir des organismes non gouvernementaux qui contestent des lois anti-LGBTI discriminatoires devant les tribunaux, ou de financer des mesures de sécurité pour les défenseurs des droits humains qui sont confrontés à des menaces de violence.
 5. Davantage que de répondre simplement à des cas urgents d'attaques aux droits humains, fournir un soutien financier au développement du mouvement LGBTI dans le monde, y compris un soutien opérationnel et programmatique à des organismes œuvrant dans des domaines comme la santé, le développement communautaire et l'implication de leaders et d'organismes religieux, afin d'aider des groupes clés à se mobiliser et à s'exprimer en faveur des droits humains des personnes LGBTI.

6. Faire en sorte que l'aide au développement officielle (ADO) ne soit pas attribuée à des organismes non gouvernementaux qui promeuvent ou appuient des lois criminalisant les personnes LGBTI ou encourageant la haine ou la violence à leur égard. En tel cas, examiner les options pour rediriger ce financement, dans un pays, en prenant soin de préserver les services sociaux et de santé essentiels, de manière à soutenir les fournisseurs de services qui sont inclusifs et qui répondent aux besoins des personnes LGBTI, et à stimuler les efforts de plaidoyer communautaire pour protéger leurs droits humains.
7. Intégrer de façon générale les droits des LGBTI dans le développement de politiques et de processus de financement, de manière à ce que les mécanismes de surveillance et d'évaluation obligent les organismes, lorsque approprié, à déclarer dans quelle mesure des projets ont été efficaces à protéger et à faire avancer le bien-être et les droits humains de populations LGBTI.
8. Veiller à ce que les droits humains des personnes LGBTI soient systématiquement intégrés dans d'autres programmes connexes de financement du développement international et des droits humains, comme ceux visant à atténuer la pauvreté, à lutter contre la discrimination, à promouvoir les libertés civiles, à répondre à la violence sexospécifique et/ou à promouvoir la santé (incluant la prévention et les soins pour le VIH, et la santé sexuelle et génésique en général).

 **UTILISER LA DIPLOMATIE** pour définir clairement et publiquement un engagement à l'égard des droits humains des personnes LGBTI dans l'ensemble des politiques étrangères du Canada, notamment en ce qui a trait au développement international.

Recourir à tous les canaux diplomatiques disponibles pour faire progresser et pour soutenir les droits humains des personnes LGBTI dans le monde. Il est important de reconnaître qu'il n'existe pas de modèle unique et que les approches diplomatiques varient d'une région à l'autre.

9. Utiliser Affaires mondiales Canada (AMC)

diplomatie favorise

anti-LGBTI et décourager les pays d'adopter de telles lois. Participer à un dialogue sur les bienfaits de l'abandon de cette persécution, et de la facilitation de sociétés plus inclusives et fondées sur le principe de l'universalité des droits humains fondamentaux.

10. Dans les pays où l'on observe des violations significatives des droits humains des personnes LGBTI ou l'adoption de nouvelles lois anti-LGBTI, le Canada devrait recommander à ses représentants diplomatiques de consulter des défenseurs locaux des droits humains, quant aux meilleures façons d'impliquer les gouvernements dans la promotion de la conformité aux normes internationales et régionales des droits humains. Guidés par ces discussions avec des militants locaux, les représentants diplomatiques du Canada devraient consulter le ministre et les hauts dirigeants, au sujet des actions appropriées à entreprendre afin de soutenir le mieux possible les efforts de défense et de promotion des droits humains dans le contexte particulier du pays. Le Canada devrait être conscient que ses relations commerciales actuelles ou futures ne devraient pas influencer son engagement à la promotion des droits humains des personnes LGBTI, peu importe le pays ou la région.

11. Fournir des outils et des ressources additionnelles pour soutenir le travail des diplomates canadiens afin de faire progresser les droits des personnes LGBTI en tant qu'objectif clair des politiques étrangères. Développer des orientations (comme un manuel), à l'intention des ambassades et des hautes commissions canadiennes, à

l'appui des mouvements locaux pour les droits humains des personnes LGBTI, incluant l'allocation de soutien du Fonds canadien d'initiatives locales.

12. Créer un groupe de travail réunissant le ministère

Affaires mondiales Canada (AMC) et d'autres ministères pertinents, afin d'élaborer et de mettre en œuvre une stratégie pour coordonner pour le progrès des droits humains des personnes LGBTI dans le monde.

13. Accroître la capacité du AMC

en matière de droits humains, notamment par l'octroi de ressources additionnelles aux divisions juridique et des politiques sur les droits humains, afin de soutenir une approche plus complète et cohérente à la promotion des droits humains, y compris ceux des personnes LGBTI.

14. Surveiller et rendre compte de manière exhaustive de la situation des droits humains des personnes LGBTI à l'échelle mondiale, y compris l'état des lois d'autres pays qui criminalisent ou persécutent autrement les personnes LGBTI.

15. Collaborer avec des pays aux visées similaires, à appuyer les droits humains des LGBTI et à contrer les mesures ou les déclarations anti-LGBTI dans les forums internationaux et régionaux. Prendre part au Groupe central LGBT des Nations Unies pour mettre fin à la violence et à la discrimination, et l'aider dans la coordination d'efforts à l'appui des défenseurs et des mouvements pour les droits humains des personnes LGBTI.

16. Appuyer le travail de l'ONU et des mécanismes régionaux de droits humains pour documenter les violations de droits humains des personnes LGBTI, dans le monde, et y répondre. De tels mécanismes peuvent être utilisés pour tenir les États responsables de ces violations et pour développer un corpus de normes reconnues mondialement pour la protection et la promotion des droits humains universels des personnes LGBTI, conformément aux principes de Yogyakarta (sur l'application du droit international des droits humains

relatif à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre).

SOUTENIR LES RÉFUGIÉS et faciliter l'asile au

Canada des personnes LGBTI qui subissent la persécution au motif de leur orientation sexuelle, de leur identité ou expression de genre, et qui demandent de l'assistance à partir du Canada ou d'un autre pays.

17. Élargir et rendre permanent le programme d'aide gouvernementale Rainbow Refugee pour soutenir les réfugiés LGBTI ayant besoin de protection.

18. Reconnaître le besoin de traitement prioritaire des personnes LGBTI « à risque » ou ayant besoin de protection en vertu du « Programme de protection d'urgence » et réduire les délais d'attente pour les demandes de parrainage privé (pour tous les demandeurs du statut de réfugié, y compris les personnes LGBTI demandant l'asile).

19. Réduire la période d'attente pour les demandes de parrainage privé, de manière à ce que le délai entre la demande et l'arrivée soit de moins d'un an.

20. Les demandeurs LGBTI du statut de réfugié au Canada devraient être admissibles, comme tous les autres, à des soins de santé élémentaires et prolongés par le biais du Programme fédéral de santé intérimaire, dont le financement devrait être entièrement rétabli.

21. Élargir les programmes de parrainage privé comme le Programme mixte des réfugiés désignés par un bureau des visas, pour y inclure des pays à forte persécution LGBTI.

22. Offrir l'asile aux défenseurs des droits humains des personnes LGBTI et à d'autres personnes LGBTI qui sont poussées « hors du placard » contre leur gré par des médias ou des chefs politiques, dans des pays où les personnes LGBTI sont criminalisées et où une telle révélation est destinée à provoquer ou pourrait raisonnablement conduire à la violence, à des poursuites criminelles ou à d'autres formes.

LIMITES TERMINOLOGIQUES

L'Initiative pour la dignité reconnaît les limites de l'utilisation des termes « lesbienne », « gai », « bisexuel », « transgenres » et « intersexes ». Il existe un large spectre d'identités de genre et de diversité sexuelle, au Canada et dans le monde, ainsi que plusieurs autres mots, dans diverses langues, pour détailler cette diversité – illustrant des manières culturellement et historiquement spécifiques par lesquelles les identités sexuelles et de genre sont reconnues et exprimées. Par exemple, au Canada, le terme « bispirituel » (ou « de deux esprits ») est souvent utilisé dans les communautés autochtones; il témoigne de la tradition qu'avaient certains peuples de considérer que les personnes qui différaient des normes sexospécifiques et croisaient les frontières du genre sont d'esprit à la fois masculin et féminin. Nous employons ici l'expression « LGBTI » vu sa compréhension répandue dans les contextes canadien et international; nous sommes toutefois conscients de ses limites.

VOIR AUX DROITS HUMAINS DANS NOTRE PAYS

Renforcer l'appui du Canada aux droits humains des personnes LGBTI dans le monde ne signifie pas que la lutte pour les droits humains est terminée dans notre pays. Entre autres, les personnes trans doivent jouir d'une protection explicite contre la discrimination et les crimes haineux, dans le droit canadien; de services de santé appropriés et non discriminatoires; et de l'accès à des documents qui reflètent adéquatement leur identité. Les jeunes LGBTI rencontrent encore du harcèlement, des abus et des taux élevés d'itinérance et de pauvreté; ils ont besoin de services sûrs. Il en va de même pour les aînés LGBTI. Les lois du Canada sont parmi les plus odieuses au monde, de par leur criminalisation injuste des personnes vivant avec le VIH. La violence touche au moins le quart des femmes canadiennes, à un moment ou l'autre de leur vie, et les taux sont encore plus élevés parmi certains groupes – en particulier les femmes autochtones. Les personnes racialisées sont confrontées à des taux nettement plus élevés de surveillance et de violence policières et sont emprisonnées en nombre disproportionné. Ce régime de droit criminel parmi les plus agressifs et les plus expansifs au monde expose les travailleuse(-eur)s du sexe à des risques accrus. Des demandeurs d'asile se voient refuser des soins de santé essentiels. La lutte pour les droits humains est universelle; nos actions à l'étranger doivent s'accompagner d'actions ici même.

LA VOIE DE L'AVENIR :

La violence, la criminalisation et la discrimination à l'endroit des personnes LGBTI nécessitent une réponse complète et cohérente du Gouvernement du Canada. Le Canada a un rôle précieux à jouer pour faire progresser les droits des personnes LGBTI. L'Initiative pour la dignité est inspirée par les efforts actuels du

Canada pour protéger et promouvoir ces droits. Il est temps que le Canada intensifie ses efforts et pose des gestes audacieux et stratégiques, en collaboration avec des militants communautaires locaux, pour promouvoir les droits des personnes LGBTI aux paliers national et international.

GROUPE DE TRAVAIL DE L'INITIATIVE POUR LA DIGNITÉ

Brenda Cossman, Bonham Centre for Sexual Diversity Studies (Toronto)
Rev. Brent Hawkes, Metropolitan Community Church (Toronto)
Carlos Idibou, Arc-en-ciel d'Afrique (Montréal)
Corrie Melanson, Rainbow Refugee Association Nova Scotia (Halifax)
Dara Parker, Qmunity (Vancouver)
Doug Kerr, Project Lead (Toronto)
Erin Aylward, Chercheur (Toronto)
Fanta Ongoiba, Africans in Partnership Against AIDS (Toronto)
Freddie Arps, Chercheur (Toronto)
Jacqie Lucas, #EndHateLaws (Toronto)
Jean-François Perrier, Fierté Montréal Pride
Jim MacKinnon, Oxfam Canada (Ottawa)

Remerciements, pour leurs recherches additionnelles et leur soutien, à : Janet Butler McPhee (Réseau juridique canadien VIH/sida), Vijaya Chikermene (Alliance for South Asian AIDS Prevention), Laurny Kronick (Réseau juridique canadien VIH/sida), Evan Vipond (étudiant diplômé du Bonham Centre) et Ashley Mantha-Hollands (étudiante diplômée du Bonham Centre)

Jonathan Niemczak, Pride Winnipeg
Karim Ladak, Alliance for South Asian AIDS Prevention (Toronto)
Kim Vance, ARC International (Halifax)
Kris Wells, Institute for Sexual Minority Studies, University of Alberta (Edmonton)
Martine Roy, Fondation Émergence, Pride At Work (Montréal)
Maurice Tomlinson, LGBTI Aware Caribbean et Réseau juridique canadien VIH/sida (Toronto)
Michelle Emson, Kyiv Pride Canada (Hamilton)
Richard Elliott, Réseau juridique canadien VIH/sida (Toronto)
Sandeep Prasad, Action Canada pour la santé et les droits sexuels (Ottawa)
Stephen Seaborn, ILGA-North America (Toronto)
Steven Ross, Fierté Montréal Pride
Val Kalende, Chercheur (Kingston)

www.dignityinitiative.ca



@InfoDignity



<http://tiny.cc/DignityLGBTI>

Cette initiative est soutenue financièrement et en nature par le Réseau juridique canadien VIH/sida, le Bonham Centre for Sexual Diversity Studies de l'Université de Toronto, l'Institute for Sexual Minority Studies de l'Université de Alberta et un généreux donateur individuel.

APPUYÉ PAR



FAIRE PROGRESSER LES DROITS HUMAINS
DES PERSONNES LGBTI DANS LE MONDE

The 519 (Toronto)
Action Canada pour le santé et le droits sexuels
Action Positive VIH/sida
Africans in Partnership Against AIDS
AIDS Action Now!
AIDS Committee of Durham Region
AIDS Coalition of Nova Scotia
AIDS Committee of Newfoundland and Labrador
AIDS Committee of Toronto
AIDS Committee of Windsor
AIDS Vancouver Island
Alliance for South Asian AIDS Prevention (ASAAP)
Alliance Transgenre
Amnesty International Canada
ARC International (Halifax)
Arc-en-ciel d'Afrique (Montréal)
Association des Libertés Civiles de la Colombie-Britannique
Association Canadienne de santé publique
Barrie Pride
Black Coalition for AIDS Prevention
Buddies in Bad Times Theatre (Toronto)
Canadian Gay and Lesbian Chamber of Commerce
Canadian Harm Reduction Network
Canadian Lesbian and Gay Archives (CLGA)
CATIE
Central Alberta AIDS Network Society
Chaire de recherche sur l'homophobie, UQAM
Clinique juridique communautaire de Sudbury
Coalition des familles LGBT (Montréal)
Coalition interagency sida et développement
Coalition pour le droit à l'avortement au Canada
Congrès du travail du Canada
Canadian Treatment Action Council (CTAC)
Dignity Toronto Dignité
Elder Abuse Prevention Muskoka
El-Tawid Juma Circle Unity Mosques
ENDHateLaws
Equitas
Fierté au Travail Canada
Fierté Canada Pride
Fierté Montreal Pride
Fondation Emergence (Montréal)
Fonds Égale Canada pour les droit de la personne
Glad Day Bookshop (Toronto)
GRIS-Montréal
Halton Equity and Diversity Roundtable
Hamilton Health Sciences
HIV & AIDS Legal Clinic Ontario (HALCO)
HIV/AIDS Resources and Community Health (Guelph)
HIV/AIDS Regional Services (Kingston)
Injured Worker's Consultants Community Legal Clinic – Toronto
Inspire Awards (Toronto)
Inspired Media (Toronto)
Institute for Sexual Minority Studies & Services (ISMSS) – University of Alberta
International Lesbian & Gay Association (ILGA) North America
Iranian Railroad for Queer Refugees (IRQR)
Ismaili Queers
Iqaluit Pride
John Humphrey Centre for Peace and Human Rights (Edmonton)
Kulanu Toronto
KyivPride Canada
Lake Country Community Legal Clinic (Bracebridge, Ontario)
l'Association canadienne des infirmières et infirmiers en VIH/sida (ACIIS)
Le centre canadien de la diversité des genres & de la sexualité
Le comité du sida d'Ottawa
L'Église Unie du Canada

Le Groupe de travail canadien sur le VIH et la réinsertion sociale
LGBT+ Baie-des-Chaleurs – Association pour la diversité sexuelle et de genre
Ligue pour l'Action socialiste
Mark S. Bonham Centre for Sexual Diversity Studies, University of Toronto
Méta d'Ame (Montréal)
McLeod Group
Metro Toronto Chinese & Southeast Asian Legal Clinic
Metropolitan Community Church Toronto
Metropolitan United Church (Toronto)
Moose Jaw Pride
Mouvement de soutien des grands-mères (Ottawa)
My House Rainbow Resources of York Region
Northern AIDS Connection Society (Truro, Nova Scotia)
Okanagan Pride Society
Ontario Humanist Society
OPSEU Rainbow Alliance Arc-en-ciel
Our City of Colours (Vancouver)
Out on the Shelf (Guelph)
Oxfam Canada
PFLAG Canada Durham Region
Positive Living BC
Positive Space Network (Halton Region)
Positive Women's Network (Vancouver)
POWER Ottawa
Pride Calgary
Pride Centre of Edmonton
Pride in Art Society (Vancouver)
Pride PEI
Pride Toronto
Pride Winnipeg Festival
ProudPolitics Canada
QMUNITY (Vancouver)
Queen West-Central Toronto Community Health Centre
Queer Ontario
Queer Yukon
Rainbow Nursing Interest Group of RNAO
Rainbow Refugee Association of Nova Scotia
Reaching Out Winnipeg
Réseau canadien des personnes séropositives
Réseau juridique canadien VIH/sida
RÉZO, santé et mieux-être
Safe Alliance (Labrador)
Salaam: Queer Muslim Community
Saskatchewan HIV HVC Nursing Education Organization
Saskatchewan Public Health Association
Services SIDA pour les communautés asiatiques
Sherbourne Health Centre (Toronto)
Sida Bénévoles Montréal
Social Action for Equality (Toronto)
Société Canadienne d'Anthropologie (CASCA)
Société canadienne du sida
South Etobicoke Legal Community Services
Support and Housing Halton
Syndicat des Métallos
Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP)
Toronto PFLAG
TUAC Canada, Travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce Canada
Vancouver AIDS Society
Vancouver Pride Society
Action positive VIH/sida
Women in Toronto Politics (WiTOpoli)
Women's Legal Education and Action Fund (LEAF)
Women's Legal Education and Action Fund (West Coast LEAF)
YouthCo (Vancouver)